

## **PÉTROLE, GAZ, GUERRE... LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE ET TOUS SES FEUX \***

Lorsque Madame Bréaud m'a convié à ce colloque, je ne pensais pas être consumé par le feu sacré de Martine Gozlan, avant même de prendre la parole. À la question qui m'a été posée, je vais tenter de répondre en deux parties : je traiterai de la paix, de la guerre, du gaz et du pétrole en Méditerranée orientale sur le plan géopolitique et, dans une deuxième partie, j'évoquerai les représentations chères à mon maître Yves Lacoste, les perceptions identitaires sur des temps longs braudéliens, perceptions qui me semblent intéressantes lorsqu'on évoque la Méditerranée.

Première partie : la guerre. On ne fait pas la guerre pour le gaz, pour le pétrole, pour l'or ou pour l'eau, on la fait si on a les moyens de la faire. C'est un point qui me paraît important. Les régimes politiques, au moins depuis Sumer, agissent *a minima* par pragmatisme, ce que Max Weber appelait l'éthique de responsabilité. On est dans l'éthique de conviction quand on n'a pas le pouvoir. On est responsable si on décide d'enclencher les hostilités, si on est convaincu de disposer du rapport de forces nous permettant de l'emporter et, par conséquent, de gagner plus que ce qu'on va perdre. C'est quelque chose d'important, à savoir ne pas répéter sur tous les tons qu'il y a des guerres pour l'eau, pour le pétrole et pour que sais-je encore... Le Proche-Orient et toute la Méditerranée orientale constituent une belle démonstration de cette assertion selon laquelle on fait la guerre seulement si on a les moyens de la faire.

Je vais vous donner deux exemples contemporains qui se situent en Méditerranée orientale et qui concernent le pétrole et le gaz naturel. Ces deux exemples illustrent le fait que le manque de ressources énergétiques commercialisables — on pense au pétrole ou au gaz naturel — peut constituer un facteur de paix ou un frein à la guerre.

---

\* L'auteur a souhaité conserver un langage parlé.

Premier exemple : l'accord de paix dit « de la Arava », entre l'État d'Israël et le royaume hachémite de Jordanie, en octobre 1994. Dans cet accord de paix, l'indigent sur le plan hydraulique obtient du pauvre — parce que personne n'est riche — l'obtention annuelle de cinquante millions de mètres cubes d'eau, ce qui n'est pas énorme, mais ce qui est déjà substantiel. J'affirme que, si Israël avait refusé d'inscrire, dans le cadre de l'accord de paix, cette clause qui lui imposait de céder un petit peu de son eau à la Jordanie, un des États en stress hydrique depuis toujours, il n'y aurait pas eu d'accord de paix. A Amman, cette coopération a été placée en exergue. La Jordanie n'avait jamais eu les moyens d'aller chercher de l'eau *manu militari* chez ses voisins. Quand on ne peut pas, on procède différemment. Je vais tenter une boutade clausewitzienne : la politique, c'est la guerre par d'autres moyens.

Deuxième exemple : les accords de paix de Camp David en 1978 et 1979 entre l'État d'Israël et la République d'Égypte. En vertu de ces accords, la République d'Égypte cédaient annuellement à Israël des quantités de gaz naturel et de pétrole pas très importantes, certes ; mais, sachant qu'Israël n'avait rien, cela était substantiel, et ça passait par le désert démilitarisé du Sinaï. Je pense que cette clause a permis au Président Carter en 1978 d'accélérer les négociations et d'aboutir à une paix, qui n'était pas du tout acquise quelques mois plus tôt.

Nous allons passer à un autre exemple : en Méditerranée orientale, on a trouvé du gaz naturel. Il n'y en avait pratiquement pas, croyait-on. Or il y en a beaucoup ! Les gisements se situent pour l'essentiel dans les eaux territoriales d'Israël mais il y a contestation avec un autre pays méditerranéen, le Liban, et la contestation émane de l'Autorité palestinienne devenue membre observateur de l'ONU autour de Gaza. Pour l'essentiel, les gisements s'inscrivent donc dans les eaux territoriales d'Israël. À partir du moment où, en 2009, on a réellement fini de découvrir l'ampleur des gisements de Tamar et de Léviathan, en quelques semaines a eu lieu un accord qui était inenvisageable jusque-là entre l'État d'Israël et la République de Chypre. Il fallait bien délimiter l'espace maritime qui avait été décidé *grosso modo* par l'ONU. Car, à partir du moment où l'on peut exploiter une ressource aussi stratégique que le gaz naturel, et peut-être demain le pétrole, on a intérêt à être extrêmement précis sur le partage de l'espace maritime. Cela s'est fait avec une rapidité stupéfiante. Parce qu'il n'y avait plus de coopération entre la Turquie et l'État d'Israël — nous sommes en 2008-2009-2010 — des accords stratégiques sur le plan sécuritaire ont été conclus entre Israël et la Grèce qui, elle, ne s'était jamais caractérisée, depuis le partage de la Pales-

tine, le 29 novembre 1947, par une grande empathie pour Israël. On assiste ainsi à un véritable tournant géopolitique lié à ces problèmes énergétiques.

Quittons la Méditerranée pour aller vers le Caucase. Je voudrais citer l'exemple très intéressant de l'Azerbaïdjan : c'est un État musulman et shiite, devenu le premier fournisseur de pétrole de l'État d'Israël. Je vais exposer la situation, pour faire un sort au choc des civilisations... L'Azerbaïdjan se trouve à un carrefour, à un *hub* énergétique, et produit toujours des quantités substantielles de pétrole. Nous avons là un jeu sur lequel on pourrait gloser au-delà des problèmes méditerranéens ou ouest-méditerranéens. Les rapports entre la Syrie et la Turquie étaient déjà extrêmement froids dans les années 90 ; or, en 1998-1999, c'est grâce à l'eau, et en particulier au débit de l'Euphrate, que la Turquie et la Syrie n'entrent pas en guerre. Une guerre aurait été au détriment de la Syrie car elle était l'État d'aval et la Turquie l'État d'amont. Cela a permis de trouver plus rapidement une coopération et surtout d'éviter la guerre. Ainsi, ces énergies ne sont pas des facteurs de tension ou de guerre mais potentiellement, par un faux paradoxe, des facteurs de paix.

Enfin le gaz de schiste. Si les ingénieurs savaient qu'on pouvait l'exploiter, ils ne savaient pas à quel coût obtenir cette énergie intermédiaire depuis un certain nombre d'années. L'exploitation massive, en particulier aux États-Unis, est quelque chose d'absolument nouveau et qui va très probablement changer la donne, non seulement en Méditerranée, mais dans l'ensemble de cet Orient très proche de l'Europe — je pense aux États du Golfe.

Deuxième partie : les représentations. On parle de techniques, de risques de guerres, de conflits, mais on ne parle pas suffisamment d'une géopolitique qui se passe dans la tête, dans les esprits : la Méditerranée, au sens de la *mare nostrum* telle qu'on veut bien l'évoquer de manière incantatoire, n'existe plus aujourd'hui. Sur le plan géopolitique, aujourd'hui, la Méditerranée n'existe pas ! Sur le pourtour de la Méditerranée, vous avez des peuples qui s'affirment volontiers méditerranéens, se rattachant à une géographie, à une histoire, à des traditions mais, dès qu'on aborde les problèmes identitaires, vous avez des replis nationaux et/ou religieux qui font très vite oublier l'appartenance à une Méditerranée commune. Je n'évoque pas seulement le cas d'un repli communautaire au sud ou à l'ouest de la Mer, j'évoque le cas d'un retour à une fierté identitaire très légitime, une fierté arabe, arabe avant d'être méditerranéenne ; et au nord, ça reste l'Europe ! On oublie que, dans les Balkans, en Turquie, en Palestine, au Liban et en Israël, la Méditerranée est importante,

certes, mais en aucun cas essentielle. Si on veut aller plus loin et voir quelles sont les représentations qui poussent des régimes politiques, à l'est de la Méditerranée, à poursuivre des objectifs particuliers, prenons le cas de la Turquie. Elle ne lorgne pas vers la Méditerranée. Prioritairement, depuis l'accession au pouvoir en 2002 des Islamo-conservateurs de l'AKP (Parti de la justice et du développement) elle lorgne vers un néo-ottomanisme et surtout vers l'Asie centrale. Dans une certaine mesure, le monde arabe aussi ! Le monde arabe n'est pas exclusivement tourné vers la Méditerranée. Si vous demandez aux Israéliens s'ils sont méditerranéens, ils vous diront « oui ». Cependant, il y a un monde juif particulier, avec un rattachement à l'Occident mais, dans toutes ces représentations, l'appartenance spécifiquement méditerranéenne est, au mieux, marginale. Je ne dis pas que ce n'est pas à construire mais, plutôt que de passer son temps, comme l'aurait dit le général de Gaulle, « à sauter comme un cabri », il faudrait la faire.

Le dernier point de mon intervention est pratique. L'aide est fondamentale. Comment voulez-vous qu'il y ait aujourd'hui une Méditerranée à tout le moins unifiée simplement en matière de géopolitique, lorsque les disparités demeurent entre le nord-ouest d'une part, le nord-est méditerranéen d'autre part — les Balkans, qui n'ont pas le niveau de vie de l'Europe de l'ouest, sont un monde à part — et le rivage sud de la Méditerranée, essentiellement arabo-musulman ? Entre le nord-ouest et le sud-ouest, vous avez un rapport de 1 à 15 sur le plan social, tous paramètres confondus. Reprenons le vieux processus de Barcelone de 1995 : il s'agissait à l'époque d'apporter annuellement six milliards d'euros à l'ensemble des pays du sud de la Méditerranée, c'est-à-dire le Maghreb. Annuellement toujours, pour intégrer la seule Pologne, dans le cadre des fonds structurels, on en est à soixante milliards d'euros annuels ! Et je n'évoque que l'un des dix États de l'est, plus Malte, à avoir intégré en 2004 l'Union européenne, sachant que les pôles de compétitivité, les formations en ingénierie, en médecine, en agronomie sont malheureusement indigents au sud. Je ne suis pas certain qu'on ait fait beaucoup pour aider, ni tous les efforts qu'il fallait pour amarrer dans une certaine mesure cette Méditerranée méridionale : sur les plans économique, social, institutionnel, religieux, stratégique et militaire, avec au nord de la Méditerranée l'alliance militaire la plus ancienne et, de loin, la plus puissante au monde, l'OTAN, et au sud l'UMA — Union du Maghreb Arabe — qui n'a jamais fonctionné et qui a laissé les États orphelins d'une véritable union et d'une véritable alliance. Sur tous ces paramètres, il y a plus que jamais un fossé, une frontière entre le nord et le sud, l'est étant un

cas à part. La *mare nostrum*, il faudra la construire ou la reconstruire un petit peu parce que, si on ne le fait pas, il va se passer la chose suivante : de grands émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, d'une part, et d'autre part les États-Unis — qui ne déclinent que dans la tête de ceux qui veulent bien les voir décliner —, nous croqueront allégrement : et ils auront bien raison ! Je pense qu'il y a une vraie solidarité à construire sur le pourtour de cette Méditerranée, qui n'est plus *mare nostrum* depuis le VII<sup>e</sup> siècle et peut-être moins encore. Après le maintien de l'Empire ottoman au sud et à l'est, il n'y a plus d'empire colonial septentrional et, par conséquent, les conditions historiques sont réunies pour que nous cessions le feu.

Frédéric ENCEL

Docteur en géopolitique  
Maître de conférences à Sciences-Po Paris,  
Chroniqueur quotidien sur France Inter